



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Meilleurs vœux pour 1999

La Commission s'intéresse à la notion de concession

Face à la diversité existant d'un Etat membre à un autre en matière de partenariats public/privé et aux enjeux considérables en cause, la Commission cherche à élaborer une définition européenne de la notion de concession, ainsi qu'à préciser les règles communautaires qui lui sont applicables. Sont concernés les actes étatiques par lesquels une autorité publique confie à un tiers la gestion totale ou partielle des services (prestations d'activités économiques, uniquement) qui relèvent normalement de sa responsabilité et pour lesquels ce tiers assume l'essentiel du risque d'exploitation.

Selon la Commission, le fait que les formes de partenariat public/privé, à l'exception de la concession de travaux, ne soient pas soumises à des dispositions prévues par les directives " *marchés publics* " ne doit pas signifier qu'elles échappent à toute discipline communautaire. Les règles et principes encadrant toute prestation d'activité économique sont applicables, notamment : non discrimination, égalité de traitement, transparence, reconnaissance mutuelle, proportionnalité.

La Commission présentera, vraisemblablement fin janvier ou début février, une communication interprétative, émanant des services du commissaire en charge du marché intérieur, qui sera ultérieurement suivie d'une communication définitive. Toutes les parties intéressées sont invitées à lui faire parvenir leurs contributions dans les deux mois qui suivront la publication de la communication interprétative.

La Cour européenne de justice précise la notion de pouvoir adjudicateur

Par deux arrêts du 17 décembre 1998, la Cour précise la notion de pouvoir adjudicateur dans des affaires de marchés publics de fournitures.

Dans les deux cas (arrêt C-306/97 et arrêt C-353/96), la Cour a considéré que l'Office des forêts irlandais, créé par l'Etat qui lui a confié des missions déterminées et qui détient le pouvoir de nomination de ses principaux dirigeants, est un pouvoir adjudicateur, au sens de la directive 77/62 du 21 décembre 1976, portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures, telle que modifiée par la directive 88/295, du 22 mars 1988.

En vertu de ces deux mêmes directives, la Cour a également constaté (arrêt C-353/96) que l'Office des forêts n'ayant pas fait publier d'avis d'adjudication pour un marché de fourniture d'engrais d'un montant supérieur à 200 000 euros au *Journal Officiel de Communautés européennes*, l'Irlande a manqué aux obligations qui lui incombent.

With Best Wishes for 1999

The Commission addresses the notion of a concession

Faced with the existing diversity across Member States concerning public/private partnerships and the substantial issues at stake, the Commission is seeking to formulate a European definition of the notion of a concession, as well as stipulating the Community rules applicable in this area. These include State statutes providing public authority to a third party in the total or partial management of services (only marketable services) that normally fall under State responsibility and for which third parties take on the primary risks involved in the provision of such services.

According to the Commission, the fact that such forms of public/private partnership (with the exception of concessions for public works) are not subject to the measures applied to " *public procurement* " should not mean that they fall entirely outside Community discipline. The rules and the principles that provide the framework for all forms of marketable services are applicable in these cases, notably concerning: non-discrimination, equality of treatment, transparency, mutual recognition and proportionality.

The Commission will most likely present an interpretative communication at the end of January or the beginning of February, emanating from the staff of the Commissioner for the Internal Market, which will ultimately become a definitive communication. All interested parties are invited to send their comments to the Commission within the two months of the interpretative communication being published.

The European Court of Justice has specified the notion of the powers for awarding public contracts

In its two judgements of the 17 December 1998, the Court specified the notion of the powers of adjudication relating to public procurement.

In both cases (judgment C-306/97 and judgment C-353/96), the Court considers that the Irish Forestry Board Limited, created by the State which has set out the functions of the Board and has the power of naming its principal directors, holds powers of adjudication, in the sense formulated in Directive 77/62 of the 21 December 1976. This Directive relates to the placing and awarding of public procurement contracts, and was modified by Directive 88/295, of the 22 March 1988.

On the basis of these two Directives, the Court noted (in judgment C-353/96) that the Irish Forestry Board Limited did not publish its choice supplier for fertilisers worth more than euro 200000, in the *Official Journal of the European Communities*. Consequently, the Court judged Ireland to have failed to fulfil its obligations under the EC Treaty.

Réseaux transeuropéens

Pour la première fois, la Commission a décidé de cofinancer la construction de deux projets au titre des réseaux transeuropéens d'énergie. Il s'agit de la mise en place de lignes sous marines électriques à haute tension entre la Suède et la Pologne (coût : 2,320 millions d'euros ; achèvement : fin 1999) et de la mise en place de lignes haute tension entre les Pays Bas et la Norvège (coût : 4,215 millions d'euros ; achèvement : octobre 2001). Jusqu'à présent, la Commission avait limité son intervention au seul cofinancement d'études de faisabilité. Dans les deux cas, elle justifie sa participation financière par les retombées environnementales des deux projets.

La confédération européenne des syndicats (CES) a établi un projet de "Charte des services publics"

Lors de sa réunion de décembre dernier, le comité exécutif de la CES a adopté un projet de "Charte européenne des services publics" intitulée "Dans l'intérêt du public - Services publics pour les citoyens d'Europe". Ce document insiste sur deux points essentiels : la nécessité de donner effet au nouvel article 7D (article 16 de la version consolidée des traités) et de confier à un commissaire européen la responsabilité globale des services publics. Ce projet sera soumis au prochain congrès de la CES. Pour se procurer ce document : Fax : +32 2 224 04 54 / web : www.etuc.org

Comité économique et social

La nouvelle présidente du Comité économique et social, Mme Béatrice Machiavelli, de nationalité italienne, est, notamment, représentante du conseil des consommateurs italien au niveau européen. Elle est, également, éditeur de la revue "Libro aperto" d'idées et tendances politiques libérales.

Renumérotation des traités

Dans le prolongement de la renumérotation des traités prévue par le Traité d'Amsterdam, la Cour de justice européenne a opté pour un système uniforme de citation des dispositions des quatre traités (CECA, EURATOM, CE, UE) dans les arrêts de la Cour et les conclusions des avocats généraux. Ainsi, à partir de l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, les références aux dispositions du traité comporteront pour chaque article un chiffre arabe accompagné de deux lettres pour le traité, par exemple "article 2 CE" (article 2 du traité CE).

Séminaire européen

Les inscriptions pour le séminaire européen "Cohésion sociale et solidarité territoriale - Forger des Services européens d'intérêt général" des 22 et 23 mars au Parlement européen à Bruxelles sont à adresser avant le 10 mars au Celsig : celsig@worldnet.fr / Fax (33-1) 40 42 13 78

Adressez à "NOUVELLES-NEWS-EUROPE" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

Trans-European Networks

For the first time, the Commission has decided to co-finance the construction of two projects in the field of trans-European energy. These include the creation of underwater, high-tension electrical cables between Sweden and Poland (the cost is fixed at euro 2.320 million, to be completed by the end of 1999) and the installation of a high-tension line between the Netherlands and Norway (at a cost of euro 4.215 million, to be completed by October 2001). Until now, the Commission has limited its intervention to just co-financing feasibility studies. In both cases, it has justified its participation in financing by the environmental benefits of the two projects.

The European Trade Union Congress (ETUC) has established a project for a "Charter for Public Services"

At its meeting last December, the executive committee of the ETUC adopted a project for a "European Charter for Public Services", entitled "In the Public Interest - Services for the Citizens of Europe". This document stresses two essential points: the necessity of applying Article 7D (Article 16 of the consolidated version of the Treaties) and of assigning the overall responsibility for public services to a European Commissioner. This project will be submitted at the next ETUC congress. To receive the document: fax: +32 2 224 04 05 / web: www.etuc.org

Economic and Social Committee

The new president of the Economic and Social Committee, Ms Béatrice Machiavelli (of Italian nationality) is, notably, the representative of the Italian consumer council at the European level. She is also the editor-in-chief of the "Libro aperto" journal, which has a generally liberal/free-market outlook.

The re-numbering of the Treaties

In the follow-up to the re-numbering of the Treaties, as envisaged by the Treaty of Amsterdam, the European Court of Justice has opted for a unified system of quotes of the measures in the four treaties (ECSC, EURATOM, the EC and the EU), to be used in Court judgments and in the conclusions of the public prosecutors. Thus, when the Treaty of Amsterdam comes into force, the references to a measure in a Treaty will each comprise four numbers relating to the article, accompanied by a two-letter abbreviation for the Treaty: eg: "Article 2 CE" (Article 2 of the EC Treaty).

European Seminar

Enrolments for the European seminar "Social Cohesion and Interregional Solidarity - Towards European Services of General Interest", to be held the 22 and 23 March at the European Parliament in Brussels should be addressed before the 10 March: celsig@worldnet.fr / Fax: (33-1) 40 42 13 78

Please send brief information to "NOUVELLES-NEWS-EUROPE", in English and French, by courier, fax or Email (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et Email. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 80 euros. *Subscription for 1 year: euro 80*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.